



8 rue Bayen
75017 Paris

Tel. : +33 (0)1 78 09 74 40
Fax : +33 (0)1 78 09 74 49

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'ASSOCIATION
« OFFICE POUR LES INSECTES ET LEUR ENVIRONNEMENT »
(O. P. I. E.)
EXERCICE CLOS LE 31/12/2020

Association « Office Pour les Insectes et leur Environnement »

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux membres de l'Assemblée,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Office Pour les Insectes et leur Environnement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- Dans le paragraphe « Règles et méthodes comptables », paragraphe « Changements comptables » est mentionné le changement de méthode comptable conformément à l'application du règlement ANC 2018-06,
- Le paragraphe « Référentiel comptable » des « Règles et méthodes comptables » relatif à la permanence des méthodes comptables.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

➤ Règles et méthodes comptables :

L'annexe expose dans les règles et méthodes comptables les changements comptables intervenus du fait de l'application du nouveau règlement ANC 2018-06, ainsi que du changement de méthode à l'initiative de l'Association concernant la comptabilisation des indemnités de fin de carrière.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

➤ Subventions :

Nous avons vérifié, par sondages au moyen des conventions, l'exactitude et l'exhaustivité des subventions comptabilisées en « subventions à recevoir ».

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau le 31 mars 2021.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 22 avril 2021

SAS « Régi-Bva »
Représentée par Jean-Marc PETIT



Comptes annuels

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	70 477	30 876	39 601	39 413
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	52 764	37 926	14 839	18 483
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	101 278	66 346	34 932	10 171
Immobilisations financières				
Total I	224 519	135 147	89 372	68 067
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Matières premières et autres approvisionnements</i>	1 669		1 669	2 508
<i>Marchandises</i>	132 192	113 415	18 777	32 760
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	4 697		4 697	5 376
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	155 087		155 087	133 644
<i>Autres créances</i>	504 202		504 202	324 140
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	11 250		11 250	11 100
<i>Disponibilités</i>	317 537		317 537	119 853
<i>Charges constatés d'avance</i>	9 019		9 019	8 518
Total II	1 135 653	113 415	1 022 238	637 899
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 360 172	248 562	1 111 610	705 966

Legs nets à réaliser :

 acceptés par les organes statutairements compétents
 autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

Bilan passif

	au 31/12/2020	au 31/12/2019
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>		26 917
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	20 000	30 000
Réserves		
Report à nouveau	16 218	127 858
Excédent ou déficit de l'exercice	25 334	23 180
Situation nette (sous-total)	61 552	207 955
Subventions d'investissement	23 680	38 976
Total I	85 232	246 931
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	393 713	243 753
Total II	393 713	243 753
PROVISIONS		
Provisions pour charges	197 142	
Total III	197 142	
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	123 361	16 261
Emprunts et dettes financières diverses	180	22
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	5 058	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 250	98 715
Dettes fiscales et sociales	169 459	82 263
Autres dettes	10 160	
Produits constatés d'avance	7 054	18 021
Total IV	435 522	215 282
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 111 610	705 966
(1) Dont à plus d'un an (a)	117 294	
Dont à moins d'un an (a)	313 171	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
--------------------------	----------------------------

PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations	19 942	27 884
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>	54 631	71 437
<i>Ventes de prestations de services</i>	352 960	395 388
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	729 701	587 799
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	707	10 820
Utilisation des fonds dédiés	243 753	110 033
Autres produits	5 251	26 476
Total I	1 406 945	1 229 837

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises	22 094	31 567
Variation des stocks	972	-8 152
Autres achats et charges externes	171 778	198 741
Impôts, taxes et versements assimilés	15 459	13 001
Salaires et traitements	523 680	505 220
Charges sociales	187 672	191 919
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	44 877	20 301
Dotations aux provisions	35 405	
Reports en fonds dédiés	393 713	243 753
Autres charges	1 500	13 341
Total II	1 397 150	1 209 689

1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)

Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
9 795	20 148

PRODUITS FINANCIERS

Autres intérêts et produits assimilés	213	218
Total III	213	218

CHARGES FINANCIERES

Intérêts et charges assimilées	566	464
Différences négatives de change	4	
Total IV	570	464

2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)

Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
-357	-247

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	9 438	19 901
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations en capital	600	200
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	15 296	3 456
Total V	15 896	3 656
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		112
Sur opérations en capital		265
Total VI		377
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	15 896	3 279
Total des produits (I+III+V)	1 423 054	1 233 710
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 397 720	1 210 530
EXCEDENT OU DEFICIT	25 334	23 180

Le résultat d'exploitation de 2019 n'a pas été présenté selon le règlement CRC 99-01, mais selon le règlement ANC n°2018-06.
 Selon le règlement CRC 99-01, son montant s'élève à 153 868€.

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : O.P.I.E.

L'Office pour les insectes et leur environnement, association créée en 1969 rassemble des naturalistes amateurs et professionnels, et agit pour la connaissance entomologique, la protection des milieux et la sensibilisation de tous les publics au monde des insectes.

L'Opie est une association nationale de protection de la nature et d'éducation à l'environnement spécialisée sur les insectes.

Elle développe son action suivant 2 axes principaux :

- L'éducation, la diffusion et la formation;
- L'expertise et la conservation des espèces.

Annexe simplifiée au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 1 111 610 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 25 334 euros. L'exercice a une durée de **12 mois** recouvrant la période **du 01/01/2020 au 31/12/2020**

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/03/2021 par la Direction de l'association.

Règles générales

Référentiel comptable:

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses :

- Continuité de l'exploitation,
 - Indépendance des exercices,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sauf en matière de comptabilisation des indemnités de fin de carrière et d'application du nouveau règlement ANC 2018-06 pour lequel la présentation du bilan et du compte de résultat n'a pas été respectée. En effet, du fait d'un problème technique l'association n'a pas été en mesure de présenter les données comparatives de l'exercice 2019 conformément au règlement n°99-01. Le résultat d'exploitation de la colonne «2019» s'en est trouvé impacté du fait de la nouvelle présentation retenue. Le résultat d'exploitation 2019 modèle «règlement 99-01» s'élevait à 153 868€.
- Selon le modèle du nouveau règlement n°2018-06 il s'élève à 20 148€.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Conventions générales:

L'association a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du plan comptable général et les prescriptions du règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changements comptables:

L'entité est dorénavant soumise à l'application du règlement 2018-06. L'article 611-1 de ce règlement précise les modalités de mise en œuvre du changement qui constitue un changement de méthode comptable.

Les principaux postes des exercices antérieurs impactés par cette nouvelle réglementation appliquée de manière rétrospective sont les suivants :

- Le règlement ANC 2018-06 supprime le traitement comptable spécifique du règlement CRC 99-01 pour les subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables pour l'association. Il s'agit d'un changement de méthode comptable avec traitement rétrospectif et imputation de l'impact en « Report à nouveau » pour 26 917.35€.
- Les cotisations figurent en produit au compte de résultat dans un poste spécifique intitulé « Cotisations »
- Selon l'article 132-3 du nouveau règlement, l'association a choisi de rapporter en produit au compte de résultat, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés » ; les montants des immobilisations acquises ou produites dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini.

Changement de méthode à l'initiative de l'entité:

Par ailleurs, l'association a procédé au cours de l'exercice à la comptabilisation des provisions pour indemnités de départ en retraite en charges de l'exercice.

Pour plus d'information, se référer au paragraphe sur les provisions pour retraites « Autres informations-Engagements retraite ».

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de transport : 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Faits caractéristiques

Evènements post-clôture

L'évènement Covid-19 est toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels Il n'y a pas eu d'impact sur l'activité de l'association pendant les premiers mois de l'exercice suivant la clôture en dehors de la fermeture de la MDI. La Maison Des Insectes a été fermée du 17 mars 2020 au 1er juillet 2020, et depuis le 2 novembre 2020 jusqu'à nouvel ordre.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentatio	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	51 817	18 660		70 477
Immobilisations incorporelles	51 817	18 660		70 477
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	52 764			52 764
- Installations générales, agencements aménagements divers	958			958
- Matériel de transport	30 673			30 673
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	55 117	34 511	19 980	69 647
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	139 512	34 511	19 980	154 042
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	191 329	53 171	19 980	224 519

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentatio	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 404	18 472		30 876
Immobilisations incorporelles	12 404	18 472		30 876
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	34 281	3 644		37 926
- Installations générales, agencements aménagements divers	958			958
- Matériel de transport	30 673			30 673
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	44 946	9 750	19 980	34 716
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	110 858	13 394	19 980	104 272
ACTIF IMMOBILISE	123 262	31 866	19 980	135 147

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 668 308 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	155 087	155 087	
Autres	504 202	504 202	
Charges constatées d'avance	9 019	9 019	
Total	668 308	668 308	

Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	28 643
Produits à recevoir	3 434
Subventions à encaisser	492 207
Total	524 283

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	100 404	13 011		113 415
Créances et Valeurs mobilières				
Total	100 404	13 011		113 415
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		13 011		
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	Ala clôture
Fonds propres sans droit de re	26 917			26 917	
Fonds propres avec droit de re	30 000			10 000	20 000
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	127 858	23 180	26 917	161 737	16 218
Excédent ou déficit de l'exercic	23 180	-23 180	25 334		25 334
Situation nette	207 955		52 252	198 654	61 552
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	38 976			15 296	23 680
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	246 931		52 252	213 950	85 232

Tableau des Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
DREAL Haut de France	6 000	24 301	6 000			24 301	
DREAL Occitanie	18 000	33 992	18 000			33 992	
CG 95	3 000	3 000	3 000			3 000	
CEN LR	-	12 541	-			12 541	
CR IDF	24 000	51 603	24 000			51 603	
DREAL Auvergne	14 000	13 786	14 000			13 786	
MTE	22 250	40 511	22 250			40 511	
OFB	97 986	94 545	97 986			94 545	
SFO	48 605	86 722	48 605			86 722	
LPO	-	5 191	-			5 191	
Autres	9 912	27 521	9 912			27 521	
Ressources liées à la générosité du public		-	-			-	
TOTAL	243 753	393 713	243 753	0	0	393 713	0

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires		197 142			197 142
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total		197 142			197 142

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exploitation	197 142
Financières	
Exceptionnelles	

Le changement de méthode consistant à la constatation d'une provision à partir de l'exercice 2020 ; pour IFC induit une « Dotation de l'exercice » se décomposant comme ci-dessous :

- Dotation de l'exercice	35 405 €
- Provision IFC au 01/01/2020	161 737 €
TOTAL au 31/12/2020:	197 142 €

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 430 464 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un a	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	123 361	6 068	105 685	11 609
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	180	180		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 250	120 250		
Dettes fiscales et sociales	169 459	169 459		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	10 160	10 160		
Produits constatés d'avance	7 054	7 054		
Total	430 464	313 171	105 685	11 609

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice 110 000

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice 2 899

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	72 798
Intérêts courus	180
Dettes provis. pr congés à payer	15 929
Dettes prov. primes et autres	705
Prov charges/congés à payer	5 716
Charges sur prime et autres à payer	282
Formation Professionnelle à payer	8 147
Taxe d'apprentissage à payer	569
Total	104 326

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	9 019		
Total	9 019		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	7 054		
Total	7 054		

Impacts de l'événement Covid-19

Informations chiffrées sur les points d'attention retenus

	Montant
Prêt PGE	110 000
Report échéances organismes sociaux sur salaires	84 028
Total	194 028

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2020
Ventes (Insectes et boutique)	54 631
Elevage	14 290
Revue "Insectes"	26 942
Autres publications	549
Visites et Animations	52 611
Cotisations	19 942
Etudes et Formations	253 375
Divers (dont ports)	5 194
TOTAL	427 533

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 000 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Impact de l'événement Covid-19 sur les charges

Informations chiffrées sur les points d'attention retenus

	Impact brut	Mesure de soutien	Impact net
Chomage Partiel	32 799	27 757	5 042
Total	32 799	27 757	5 042

Notes sur le compte de résultat

Subventions d'exploitation

Suivi des subventions affectées

Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants engager en fin d'exercice
	A	B	C	A - B + C
Subventions Fonctionn		21 138	21 138	
Subventions DRIFP H	6 000	11 699	30 000	24 301
Subventions DREAL O	18 000	20 912	36 904	33 992
Subventions CG 93		17 000	17 000	
Subventions CG 95	3 000	12 000	12 000	3 000
Subventions CEN LR		31 179	43 720	12 541
Subventions CR IDF	24 000	62 397	90 000	51 603
Subventions DRIEE idf		45 608	45 608	
Subventions DREAL A	14 000	48 714	48 500	13 786
Subventions MTE	22 250	86 739	105 000	40 511
Subventions OFB	97 986	164 441	161 000	94 545
Subventions SFO	48 605	1 097	39 214	86 722
Subventions LPO		10 381	15 572	5 191
Subventions Autres	9 912	46 436	64 045	27 521
Total	243 753	579 741	729 701	393 713

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		126 138	484 732		118 831	729 701
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissem			15 296			15 296
						744 997

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 17 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	2	1	3	3
Employés	11	3	14	14
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	13	4	17	17

Engagements de retraite

L'indemnité de départ en retraite fait désormais l'objet d'une provision dans les comptes sociaux de la Société.

A la fin de l'exercice, cet engagement est estimé à 197.141,91 €, soit une variation de 35.404,96 € par rapport à l'exercice précédent.

Son calcul repose sur la méthode de calcul recommandée par la norme IAS-19. Le personnel considéré est le personnel présent au dernier jour de l'exercice. En outre, les hypothèses suivantes de calcul ont été retenues :

- Age de départ à la retraite..... 60 /62 ans (Age légal de départ)
- Taux annuel d'évolution des salaires..... 1,00 %
- Taux de charges sociales et fiscales.....41/ 45 %
- Taux d'actualisation.....0,34 %
- Table de « turn over ».....faible
- Table de mortalité INED mise à jour au 1/12/2010

La valeur actuelle probable des indemnités de fin de carrière (VAP-IFC) est calculée sur la base des droits que les salariés auront acquis à l'âge de départ en retraite.

L'engagement est déterminé sur la base de la VAP-IFC, proportionnellement à l'ancienneté acquise par les salariés par rapport à l'ancienneté qu'ils auront à l'âge de départ en retraite.

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	163 380	183 747
Prestations en nature	60 000	60 000
Dons en nature		
Total	223 380	243 747
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	60 000	60 000
Prestations		
Personnel bénévole	163 380	183 747
Total	223 380	243 747

Les locaux occupés par l'association OPIE sont fournis à titre gratuit la municipalité de Guyancourt pour le siège social et par le conseil départemental des Yvelines pour la maison des insectes. La prestation en nature est évaluée à 60.000€.

Le montant affecté au bénévolat correspond à 4.755 heures de travail bénévole valorisées aux tarifs du personnel de remplacement, majoré des charges sociales correspondantes.